Matteo TRELEANI, *Qu'est-ce que le patrimoine numérique ? Une sémiologie de la circulation des archives*

Lormont, Éd. Le Bord de l'eau, coll. UDPN, 2017, 104 pages

Christian Gerini

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/17021>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.17021

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2018

Pagination : 422-424

ISBN : 978-2-8143-0543-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Christian Gerini, « Matteo TRELEANI, *Qu'est-ce que le patrimoine numérique ? Une sémiologie de la circulation des archives* », *Questions de communication* [En ligne], 34 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 07 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/17021> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.17021>

Ce document a été généré automatiquement le 7 janvier 2022.

Questions de communication is licensed under CC BY-NC-ND 4.0

Matteo TRELEANI, *Qu'est-ce que le patrimoine numérique ? Une sémiologie de la circulation des archives*

Lormont, Éd. Le Bord de l'eau, coll. UDPN, 2017, 104 pages

Christian Gerini

RÉFÉRENCE

Matteo TRELEANI, *Qu'est-ce que le patrimoine numérique ? Une sémiologie de la circulation des archives*, Lormont, Éd. Le Bord de l'eau, coll. UDPN, 2017, 104 pages

- 1 Le titre de l'ouvrage que publie Matteo Treleani pose une question, donne à croire que l'auteur va y répondre, et en même temps interpelle sur les concepts sous-jacents aux mots qu'il contient : qu'entend-on aujourd'hui par « patrimoine », par « archives », par « circulation » ? Et évidemment par « patrimoine numérique » ? En outre, l'approche sémiologique revendiquée par l'auteur dans ce titre – du fait de sa spécialité de chercheur – pourrait paraître trop restrictive tant la question du patrimoine – et *a fortiori* des néo-patrimoines liés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et aux nouvelles formes d'archivage – croise des questions relevant de champs différents et complexifiés justement du fait de leur interaction dans ce genre de problématique : histoire (socio-histoire, histoire politique, histoire des institutions, histoire des médias...), idéologies, philosophie bien sûr (analytique, structuraliste...), technologies (et nouvelles technologies en l'occurrence), etc.
- 2 Aussi étrange que cela pourra paraître aux yeux du lecteur de cette note, on peut affirmer que l'auteur ne répond pas à la question du titre et qu'il déborde largement du cadre de la sémiologie revendiqué dans le sous-titre. Il le précise d'ailleurs dans son introduction déjà fort intéressante en elle-même et intitulée « L'accessibilité immédiate à distance » (pp. 5-12). Et ce constat, loin de se poser en critique négative, conduit au contraire à mesurer tout l'intérêt de l'ouvrage et à en apprécier la richesse.

- 3 Or c'est justement cette richesse qui rend ardue, voire impossible, la tâche consistant à en rédiger une note de lecture. Quasiment chaque page de ce petit ouvrage contient au moins une information, une perspective, une note bibliographique ou un exemple concret qui mériteraient d'être relevés ici, au point de rendre la note aussi longue que le texte qu'elle analyse. En outre, la bibliographie et les citations tout au long du livre sont conséquentes et originales : on y retrouve souvent Bruno Bachimont, mais aussi Jean Davallon Jacques Derrida, Michel Foucault, Yves Jeanneret, Bruno Latour, comme... Umberto Eco, parmi les soixante-sept références. Et les citations de textes d'organismes officiels et de politiques en matière d'archives, de patrimoines, de leur numérisation ou directement de leur e-diffusion, comme de l'élaboration de ce que l'auteur nomme le patrimoine né-numérique (nous reviendrons plus loin sur ce terme) sont pertinentes et alimentent-elles aussi ce qui finalement fait l'intérêt principal de l'ouvrage : ouvrir des questions, élargir notre propre horizon si nous sommes concernés par ce champ de recherche et d'action. Citons, sur ce point précis des institutions soulignées par l'auteur, la Bibliothèque nationale de France (BNF) et *Gallica*, la Commission européenne et *Europeana*, la bibliothèque municipale de Lyon et l'affaire Google, l'Unesco et sa *Charte sur la préservation du patrimoine numérique* (2003), mais aussi, par exemple, l'Institut Luce, « institution en charge des archives audiovisuelles italiennes en particulier de la période fasciste », exemple intéressant qui interroge sur le devenir, l'exploitation, voire la récupération idéologique ou marchande d'archives mises en ligne, ici sur une chaîne YouTube (pp. 70-74).
- 4 On devine dans l'énumération précédente la variété de ce que l'on peut classer soit sous l'appellation d'« archives », soit sous celle de « patrimoine », et depuis trente ans sous celle de « patrimoine numérique ». À la suite de Jean Davallon (cité p. 53), Matteo Treleani tente de définir, par exemple, ce qu'il entend par « patrimonialisation », à savoir « l'activité qui fait devenir l'objet patrimoine » (*ibid.*). Mais, là aussi, il est difficile de rendre compte de l'abondance de concepts énumérés par l'auteur et des perspectives souvent inverses de celles généralement admises : « Dans l'idée de patrimonialisation, au lieu d'aller du support physique à sa valorisation, on va, au contraire, de la valorisation au support physique. En d'autres termes, c'est la valorisation qui est prééminente : le patrimoine n'existe que dans une forme déjà valorisée » (*ibid.*). Ce point que nous soulignons devrait interpeller les historiens qui très souvent encore se contentent du support physique initial (une archive, un livre, un journal...) sans se préoccuper par exemple de sa valorisation *via* la numérisation : avoir fait des recherches, travaillé et publié – même de façon quasi confidentielle – sur de telles archives leur paraît être le *nec plus ultra* de leur passage de « patrimoine comme stock » à celui de « patrimoine valorisé » pour reprendre les mots de Matteo Treleani. Ce chapitre 2 intitulé « Du patrimoine comme stock à la patrimonialisation » (pp. 41-58) aurait demandé, là aussi, davantage de détails et de développements conceptuels et historiques (très multidisciplinaires) mais il ouvre cependant des pistes de réflexion dans de nombreux champs disciplinaires.
- 5 Le chapitre 3 (pp. 59-76) s'intéresse quant à lui au concept d'« archive », mais est assez confus car il y est question du « lecteur » et du mélange du passé et du présent en raison du passage du « paradigme de l'accès » au « paradigme de la diffusion » *via* la « médiation » des contenus (pp. 62-63), la médiation devant se substituer, selon l'auteur, à la diffusion, « terme désuet dont il faudra réserver l'usage aux vieux médias » (p. 63). Les mots « lecteur », « document » et « archives » semblent souvent

renvoyer aux archives papier mais il est pourtant question tout au long de l'ouvrage d'archives bien différentes : films, émissions de télévision et de radio, archives numériques de genres récents via les NTIC, etc. Le concept d'« éditorialisation » dans le rôle de l'archiviste (pp. 64-66) est intéressant en soi mais trop rapidement illustré par des exemples très différents. Là encore réside le défaut majeur de l'ouvrage : les concepts qui font les titres des différents chapitres et sous-chapitres demanderaient à être beaucoup plus longuement explorés en détaillant les nuances qui les définissent selon les disciplines et pratiques qui s'y intéressent.

- 6 En outre, les thématiques des différents chapitres se recoupent sur le sujet central du livre abordé au chapitre 1. Car se pose la question : qui archive, qui numérise et selon quels codes, qui valorise ? On pense évidemment aux archivistes dont la fonction a beaucoup évolué depuis quelques décennies, ce que démontre l'auteur exemples à l'appui dans le sous-chapitre intitulé « L'enjeu de l'éditorialisation » (pp. 64-67) du chapitre 3 sur la circulation des archives. Mais il aborde aussi cette question sur le plan déontologique dans le chapitre 2 « Les patrimoines numériques », où il énonce « les trois concepts chers aux archivistes » (pp. 26-28) tels que définis par le conseil international des archives (ICA), en 1996 : « Il faut respecter l'authenticité, la fiabilité et l'intégrité des archives lors de leur conservation et de leur valorisation » (p. 26). Cela le conduira plus loin aux questions des « industries du patrimoine » (pp. 70-76), du « pouvoir des médiations » (pp. 67-69), dont celui du « conditionnement de la communication », citation empruntée à Yves Jeanneret (p. 67).
- 7 Étrangement, et ceci explique pourquoi nous parcourons ici l'ouvrage de façon non linéaire, la question centrale, à savoir les patrimoines numériques, est traitée dans le chapitre 1, des pages 13 à 39. Il y est évidemment pourtant question des notions de patrimoine et d'archives en général, qui ne sont détaillées qu'aux chapitres suivants comme nous l'avons vu. Cela peut poser un problème de compréhension quand par exemple l'auteur écrit en page 19 : « Le risque est donc de voir non pas des technologies au service du patrimoine, mais plutôt des sites patrimoniaux se pliant aux techniques ». C'est pour cette raison certainement qu'à la page précédente, sans pourtant parler de « patrimonialisation », il prend la précaution à propos du « patrimoine documentaire » de le définir comme « quelque chose que l'on construit, choisissant les éléments qu'il faut conserver et contextualiser pour les rendre intelligibles dans le futur », problématique encore davantage présente du fait des évolutions rapides des NTIC qui rendent parfois inaccessibles ou illisibles des patrimoines numérisés et stockés avec des logiciels non standards et dans des machines déjà obsolètes. Et évidemment il se doit de parler (pp. 25-26) des standards internationaux en matière d'édition numérique en *Open Archival* pour éviter une partie de ces problèmes : l'OAIS (Open Archival Information System) et ses trois « typologies d'accès à l'objet numérique », le SIP (Submission Information Package), l'AIP (Archival Information Package) et le DIP (Dissemination Information Package).
- 8 C'est alors que l'auteur sépare deux patrimoines, celui qui a été numérisé et sauvegardé numériquement *a posteriori*, et celui qui est né et s'est « écrit » directement à l'époque du numérique, qui est « pour l'heure le pire support de conservation quant à sa durée physique » ce qui implique de ce fait que « le péril est quasiment constitutif du numérique » (p. 15). On est alors à la fois dans le champ du patrimoine numérisé et dans ce que Matteo Treleani appelle le patrimoine né-numérique. Il est difficile de rendre compte ici de tous les domaines et questionnements qu'explore l'auteur, aussi

bien sur le plan technologique que sémiologique et conceptuel. Il n'est qu'à se demander par exemple comment il peut parler à la fois en quelques pages du patrimoine architectural, des tweets, des conversations téléphoniques, des jeux vidéo, etc. Patrimoine, patrimoine numérique, patrimoine né-numérique, oubli, mémoire, enregistrement, communication... Vaste questionnement qui là aussi ne peut pas être traité en si peu de pages, mais qui offre l'avantage d'ouvrir des pistes de réflexion sur nos propres pratiques et usages. La référence au philosophe Maurizio Ferraris qu'il résume en « nous vivons aujourd'hui dans une société de l'enregistrement bien plus que dans une société de la communication » (p. 28) ouvre à elle seule des perspectives qui mériteraient de croiser les approches, ne serait-ce qu'en sciences de l'information et de la communication, pourquoi pas lors d'un congrès suivi d'actes substantiels.

- 9 Enfin, nous n'avons pas non plus la place d'aborder le contenu du dernier chapitre, « La domestication du passé », qui renvoie à « la critique comme *attitude critique* » (Matteo Treleani reprend ici, en p. 77, les termes de Michel Foucault), mais qui élargit grandement le champ de réflexion sur des questions épistémologiques, historiques, sémiologiques, méthodologiques... et critiques ! On ne peut que conseiller au lecteur de lire l'ouvrage pour les raisons énoncées en introduction – et malgré la frustration due au fait que l'auteur n'ait pas développé plus longuement tout ce qu'il aborde –, et ne serait-ce que pour ces perspectives que Matteo Treleani ouvre dans ce chapitre et qui finalement en appellent à ce qu'il défend entre les lignes et finit par énoncer à la page 93 : un « humanisme numérique ».

AUTEURS

CHRISTIAN GERINI

Imsic, université de Toulon/Aix Marseille université, F-83130
gerini[at]univ-tln.fr